

Distr.
GÉNÉRALE

CES/SEM.42/25
4 mai 2000

FRANÇAIS SEULEMENT

**COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**OFFICE STATISTIQUE DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
(EUROSTAT)**

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

**COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE
POUR L'ASIE OCCIDENTALE**

Réunion de travail commune CEE-Eurostat-CESAO
sur les statistiques des migrations*
(Genève, 8-10 mai 2000)

Thème 4

La connaissance des migrations entre la France et l'étranger

Communication sollicitée présentée par l'INSEE (France)¹

1. Dans un pays d'immigration comme la France, les migrations se composent en grande partie d'entrées et de sorties de ressortissants étrangers : jeunes venant suivre leurs études ou travailler, familles retrouvant un de leurs membres déjà installé en France, demandeurs d'asile, ...
2. De plus en plus, s'ajoutent à ces mouvements des allées et venues de Français, cadres surtout, qui vont travailler une ou plusieurs années à l'étranger, parfois accompagnés de leurs familles. Mais, entre les déplacements qui se font sans perspective d'installation durable et les mouvements suivis d'une implantation définitive, la gradation est continue.
3. La connaissance de ces migrations est essentielle pour mesurer l'évolution démographique et pour bien d'autres raisons.

* La présentation et le mode de diffusion des documents seront les mêmes pour cette réunion de travail que pour les séminaires.

¹ Rédigée par Guy Desplanques.

4. La France ne dispose pas de registre de population ; pour évaluer les migrations avec l'étranger, elle s'appuie sur des sources d'information diverses, souvent d'origine administrative, qui se limitent aux entrées d'étrangers.

1. La connaissance des populations résidentes ou “stocks”

Le recensement de la population

5. La source la plus utilisée pour connaître le nombre des immigrés ou des étrangers résidant en France est le recensement de la population. Son exhaustivité, même si elle n'est pas totale, lui permet de fournir une description assez complète de ces populations, selon des caractéristiques socio-démographiques nombreuses : pays d'origine, nationalité, âge, activité, structures familiales, conditions de logement, etc.

6. Le recensement de 1999 comporte une question sur l'année d'entrée en France, qui s'ajoute à la question sur le lieu de résidence huit ou neuf ans plus tôt (1^{er} janvier de l'année du recensement précédent). Cette nouvelle question, si elle a été bien remplie, permettra une description plus précise des arrivées les plus récentes.

7. Alors que les flux d'immigrants se modifient rapidement, le recensement présente l'inconvénient d'être réalisé à intervalles assez distants (9 ans entre 1990 et 1999).

Les enquêtes statistiques

8. Quelques enquêtes statistiques disposent d'un échantillon assez important pour permettre des exploitations isolant la population immigrée ou étrangère. C'est le cas de l'enquête sur l'emploi (volet français de l'enquête européenne sur les forces de travail). Annuelle, elle permet une actualisation de certaines données. Toutefois, elle ne couvre que les populations qui résident dans des logements ordinaires et la taille de l'échantillon ne permet pas un grand détail de l'information ou une mesure précise des évolutions.

Le fichier des cartes de séjour

9. Le ministère de l'Intérieur délivre aux étrangers de plus de 18 ans des titres dont la durée de validité est de dix ans maximum. Depuis 1994, un fichier centralisé, alimenté par les préfetures, rassemble les informations sur les titres de séjour en cours de validité. Ce fichier n'offre pas encore une qualité suffisante pour des utilisations statistiques.

10. Comme pour d'autres sources de ce type, ce fichier présente aussi une faiblesse : les sorties ne sont pas toujours prises en compte ou le sont avec retard. Si un individu possédant une carte de résident quitte le territoire avant la fin des 10 années, il continue, à tort, à figurer dans le fichier pendant les cinq années suivant la date de fin de validité de sa carte.

Le fichier des titres de séjour

11. Tout étranger âgé de plus de 18 ans (dès 16 ans s'il désire travailler), demeurant en France pour une durée de plus de trois mois doit être détenteur d'un titre de séjour.

12. Le ministère de l'Intérieur est chargé de la délivrance de ces titres.
13. En 1993, une application centralisée a été implantée dans les préfectures (AGDREF). Elle permet d'éviter les doubles comptes et assure une certaine homogénéité des pratiques des préfectures.
14. Comme pour tout fichier de cette nature, l'utilisation statistique du fichier des titres de séjour pose des problèmes de concepts et de couverture.
15. Suivant la définition communément admise en Europe, est considéré comme immigrant un étranger qui réside depuis au moins un an sur le territoire. En pratique, il est impossible de constater cette situation. De ce fait, les statistiques établies à partir du fichier des titres de séjour se fondent sur les titres de séjour d'une durée de validité d'au moins un an.
16. Cette définition appelle quelques remarques :
- on ne tient pas compte du motif de la migration,
 - on ne vérifie pas la présence effective : c'est la durée du titre et non la durée de la présence qui identifie les immigrants,
 - un certain nombre de titres sont délivrés pour une durée exacte d'un an : dès lors, faut-il ou non classer les personnes correspondantes comme immigrants ?
 - les titres de séjour d'au moins un an délivrés une année ne correspondent pas aux entrées de la même année. Certains immigrants, arrivés antérieurement, peuvent avoir reçu un titre de moins d'un an auparavant ou être en situation irrégulière.
17. Un dossier d'étranger n'est détruit que si le titre est périmé depuis au moins cinq ans. Or, il y a de multiples modes de sortie du champ : la naturalisation, le départ vers l'étranger, le décès. Ces opérations ne sont que partiellement prises en compte, et avec retard. Le fichier des titres de séjour ne peut donc pas être utilisé, au plan statistique, pour comptabiliser les stocks et les sorties. Actuellement, son utilisation doit être limitée à la mesure des flux d'entrée.
18. Le fichier des titres de séjour comporte un historique des titres délivrés. La date d'entrée est connue pour tout étranger qui reçoit un titre. On peut donc, en théorie, produire un double classement des titres d'au moins un an : suivant la date d'entrée et suivant la date de délivrance. Moyennant quelques années de recul, on peut comptabiliser les entrées d'une année.
19. En pratique, les données statistiques produites actuellement limitent l'utilisation des données. Mais les possibilités offertes aux statisticiens devraient s'élargir dans les prochaines années.

Les autres sources administratives

20. L'état civil permet de connaître la répartition des naissances suivant la nationalité détaillée des parents, ainsi que la répartition des décès suivant la nationalité. D'autres sources administratives disposent de la variable nationalité, mais il ne s'agit le plus souvent que d'un indicateur français - étranger.

2. La connaissance des flux

Les mouvements d'étrangers

Les entrées

21. Les entrées sur le territoire sont partiellement appréhendées à travers plusieurs sources administratives, construites à des fins diverses. Les demandes d'asile sont enregistrées par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), tandis que l'Office des migrations internationales (OMI) gère des procédures d'entrée des étrangers et comptabilise les visites médicales obligatoires pour l'obtention du titre de séjour. Elle fournit ainsi des statistiques sur le regroupement familial et les entrées de travailleurs permanents, ainsi que sur d'autres procédures concernant les parents d'enfants français, les visiteurs ou les étudiants.

22. Ces sources laissent dans l'ombre certaines catégories, comme les ressortissants communautaires, qui ne sont pas pris en compte par l'OMI, sans compter les séjours irréguliers.

Les sorties

23. Du côté des sorties, l'information est plus réduite. Les quelques données existantes concernent des mesures d'éloignement de ressortissants étrangers ou des réinsertions d'étrangers invités à quitter le territoire.

24. De manière générale, les mouvements des ressortissants des pays signataires des accords de Schengen sont mal connus, du fait de la liberté de circulation.

Les mouvements de Français

25. Actuellement, aucun système n'enregistre les entrées et sorties de Français.

3. Travaux envisagés

❖ L'utilisation du RP99

26. Lors des recensements précédents, en particulier ceux réalisés en 1990 et 1982, trois questions permettaient de mesurer la présence étrangère et l'immigration :

- une question sur la "nationalité", demandant de préciser la nationalité antérieure pour les personnes ayant acquis la nationalité antérieure
- une question sur le lieu de naissance, précisant le pays pour l'étranger ou le territoire pour les TOM
- une question sur la résidence au 1er janvier de l'année du recensement précédent (1982 pour le recensement 1990)

27. Une question supplémentaire a été ajoutée pour le recensement de 1999 : l'année d'entrée en France métropolitaine. Cette question figurait dans le recensement de 1968, mais avait été abandonnée, car la qualité des réponses était jugée insuffisante.

28. Le principal intérêt de cette question est de permettre de distinguer les immigrés suivant l'ancienneté de leur présence en France. On sait en effet que cette variable est déterminante pour un certain nombre de comportements. Lors du recensement de 1990, on ne pouvait isoler que deux ensembles : les personnes arrivées avant 1982 et celles arrivées après.

29. Cette question peut aussi être utilisée pour connaître les caractéristiques de l'immigration de l'année précédant le recensement. En effet, les sorties ne sont pas encore assez nombreuses pour

introduire une distorsion entre les entrées de cette année-là et les personnes encore présentes arrivées cette année-là. Elle pourra aussi être utilisée pour étudier la dynamique du regroupement familial, par la comparaison des années d'entrée en France des personnes d'un même ménage. Ces utilisations supposent une très bonne qualité de l'information collectée. A ce titre, la comparaison entre les données du recensement et celles fournies par d'autres sources sera très utile, *en particulier pour les personnes entrées en 1998, année précédant le recensement.*

❖ *Mesure de qualité*

30. Lors du recensement de population, des personnes échappent au dénombrement, qu'elles soient absentes ou difficiles à joindre ou qu'elles refusent de répondre. Une enquête de couverture réalisée après le recensement de 1990 a montré que les omissions étaient plus importantes pour les étrangers.

31. Des recoupements avec d'autres sources, comme l'état civil, permettent aussi de juger de la vraisemblance des données. Il est ainsi possible de calculer des indicateurs de fécondité par nationalité de la mère, y compris par zone géographique ; le niveau de ces indicateurs permet parfois de repérer des données abérantes. D'autre part, la France dispose d'un échantillon démographique permanent analogue à la " Longitudinal Study " de l'ONS (Grande-Bretagne). Une étude réalisée en 1996 (parue dans INSEE-Méthodes), à partir de cet échantillon dont le taux est environ de 1/100, dans laquelle on dénombre des individus qui lors d'un recensement déclarent qu'ils étaient déjà en France à la date du recensement précédent, mais qu'on ne retrouve pas dans ce dernier, a ouvert des possibilités de mesure de couverture des recensements. La même source peut être utilisée pour fournir des taux de sortie des immigrés.

32. Enfin, il est prévu de rapprocher les données du ministère de l'Intérieur (fichier anonyme des titres de séjour valides au 8 mars 1999) avec les données du recensement. Les écarts sur les effectifs par département, sur les années d'entrée et sur les caractéristiques démographiques permettront d'avancer des hypothèses sur la qualité de chacun des deux sources, RP99 et AGDREF.

4. Perspectives d'amélioration

❖ *Recensement rénové*

33. L'INSEE envisage de passer à un recensement réalisé sous forme tournante : chaque année, le recensement *serait* (accord des temps) réalisé auprès d'une partie représentative de la population (12 %). Cette méthode, si elle est mise en place, permettra de disposer de résultats chaque année pour l'ensemble de la France et pour des zones assez vastes (régions). On pourra ainsi connaître et décrire la population immigrée ou étrangère chaque année. Des calculs de précision doivent être effectués pour savoir jusqu'où ces données pourraient être utilisées pour mesurer l'évolution.

❖ *Connaissance des Français à l'étranger*

34. Les recensements menés dans les pays étrangers, de même que les registres, là où ils existent, permettent parfois de connaître la population française ou originaire de France. Une étude sur ces données est en cours à l'INSEE.

35. Les enregistrements des Français dans les consulats donnent une idée très approximative des Français résidant à l'étranger, surtout dans les pays développés.

36. Les "Français de l'étranger" sont connus à travers leur inscription sur les listes électorales. Toutefois, cette information n'offre qu'une vue partielle de la population française vivant à l'étranger.

❖ *Fichier des cartes de séjour*

37. Des améliorations, à la fois de la gestion du fichier des titres de séjour et de la production statistique issue de cette source, devraient survenir après les études en cours et surtout après la refonte de l'application informatique actuelle.

Conclusion

38. Dans un pays comme la France, l'amélioration de la connaissance de l'immigration ne peut être que progressive : elle résultera d'une meilleure utilisation et d'une meilleure qualité des sources existantes plus que de la mise en place d'un système d'information global.

Bibliographie

ROUAULT Dominique et THAVE Suzanne : " L'estimation du nombre d'immigrés et d'enfants d'immigrés ", *Insee-Méthodes*, n°66, 1997.

remarques de HC :

- insister sur utilisations du RP99 § rajouté au-dessus à remettre à ta sauce
- utilisation des données sur les permis de séjour améliorer d'abord la source et son exploitation (travail de Jean-Bernard Champion, et sous-groupes de travail du HCI)
- utilisation des statistiques de migrations des autres pays on en parle avec les Français à l'étranger